

Deux nouveaux gouverneurs au CRDI

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen a fait part en février de cinq nominations au Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Il s'agit, pour trois d'entre eux, d'un renouvellement de mandat; ce sont: Messieurs Pierre Bauchet, de France, Louis Berlinguet, du Canada, et sir John Crawford, d'Australie, qui ont accepté de demeurer au sein du Conseil pour les quatre années qui viennent. Les deux nouveaux gouverneurs sont les économistes Victor L. Urquidi du Mexique et Manuchehr Agah d'Iran.

Les gouverneurs sont nommés pour quatre ans en vertu d'un système de rotation qui permet d'assurer graduellement la relève des membres du Conseil sans nuire, par un changement trop radical, à la bonne administration du CRDI. Aux termes de la loi qui a présidé à l'établissement du Centre de recherches pour le développement international, les gouverneurs sont désignés par le Gouvernement du Canada et onze d'entre eux, dont les président et vice-président du Conseil sont nécessairement des Canadiens. Les dix autres gouverneurs ont toujours été recrutés à l'étranger et sont des personnalités qui ont fait leur marque dans le développement international. Six d'entre eux sont originaires de pays en voie de développement.

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, M. Louis Rasminsky remplit les fonctions de président du Conseil des gouverneurs depuis mars 1973; il a succédé au regretté Lester B. Pearson qui fut le premier à occuper ce poste.

Le Centre de Recherches pour le Développement international est une corporation publique créée par le Parlement canadien en 1970 pour appuyer des travaux de recherches destinés à adapter la science et la technologie aux besoins précis des pays en voie de développement.

Le Conseil des gouverneurs se réunit deux fois l'an pour formuler les politiques du Centre et approuver les principaux projets. Il tiendra sa prochaine assemblée à Singapour du 15 au 18 de ce mois. Durant près de cinq années d'existence, le Centre a approuvé 242 projets mis en oeuvre dans les établissements de haut savoir de 63 pays au coût de 46.5 millions de dollars.



Première femme aide de camp du gouverneur général

Photo: Forces canadiennes

Le capitaine Neil MacNeil, du Cap-Breton en Nouvelle-Écosse, aide de camp auprès du gouverneur général montre au colonel Mary Vallance comment porter l'aiguillette. Colonel Mary Vallance, du quartier général de la Défense nationale, Ottawa, est la première femme nommée aide de camp honoraire auprès du gouverneur

général. En cette qualité, le colonel Vallance sera de service auprès de Leurs Excellences, M. et Mme Léger, à l'occasion de certaines fonctions telles que l'ouverture du Parlement, le Lever du Jour de l'An, la fête annuelle dans les jardins et d'autres événements importants qui se déroulent tout au cours de l'année.

Le Canada et les communications internationales

Au cours de 1973-1974, le Canada a élaboré une vaste gamme de propositions en vue d'entretiens bilatéraux avec la France, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et la Belgique. Le rapport annuel du ministère des Communications qui vient de paraître, souligne aussi qu'au cours de la dernière année le Canada a reçu des visiteurs officiels de plusieurs pays dont l'Algérie, l'Australie, la Suède, Trinidad-et-Tobago et le Zaïre, dans le cadre d'entretiens sur des questions d'intérêt particulier.

Le présent exercice constituait une première année complète d'activité pour le Consortium international de télécommunication par satellite, qui exploite le système mondial de télécommunication par satellite créé en

février 1973. Le Canada est le sixième investisseur en importance d'Intelsat et il est représenté au conseil de cet organisme.

Le câble téléphonique sous-marin CANTAT II, entre la Nouvelle-Écosse et l'Angleterre (Cornouailles), a été mis en service le 1er avril 1974. Il est le premier d'une nouvelle génération de câbles de grande capacité et il est la propriété conjointe de la Société canadienne des télécommunications transmarines et du ministère britannique des Postes.

Le Canada est membre de l'Union internationale des télécommunications, institution spécialisée des Nations Unies. Lors de la Conférence de plénipotentiaires, tenue à Torremolinos (Espagne) en 1974, il a été réélu membre du conseil d'adminis-